RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INPI
FRANCE

L'INPI a détecté des données personnelles dans ce document.
Un masquage de ces données a été réalisé

« 2 M GESTION »
Société Civile
Au capital de 100.000 Euros
Siège social : [redacted] (74700) – 1098 Avenue André LASQUIN
501 809 693 RCS ANNECY

Ci-après désignée la « Société »

_____

ACTE SOUS SEING PRIVE
DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES

Les soussignés :

1°) Monsieur Michel André CO
Né à [redacted] (74700) le [redacted]

2°) Madame Maria da Conceiçao FARTO, demeurant à [redacted]
Née à [redacted] le [redacted]

3°) Monsieur Tristan Florent CORNILLON, demeurant à [redacted]
Né à [redacted] (74700) le [redacted]

4°) Monsieur Alexandre Benjamin CORNILLON, demeurant à [redacted]
(74700) le [redacted]

Ci-après désignés les « Associés ».

Agissant en qualité de seuls associés de la Société et conformément aux dispositions de l'article 1854 du Code civil prévoyant que les décisions résultant du consentement de tous les associés peuvent être exprimées dans un acte,

Ont pris à l'unanimité les décisions suivantes portant sur :

- **Suppression de la clause d'incessibilité des parts sociales résultant de la clause d'accroissement.**
- **Division de la valeur nominale des parts sociales et nouvelle numérotation des parts sociales.**
- **Constatation de la libération partielle du capital social et réduction du capital social à hauteur de la fraction non libérée du capital social.**
- **Démission de Madame Maria CORNILLON et de Michel CORNILLON de leurs fonctions de co-gérants et nomination en remplacement de ces fonctions, de Monsieur Tristan CORNILLON.**
- **Extension de l'objet social de la Société.**
- **Refonte complète des statuts.**
- **Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.**

PREMIERE DECISION

Suppression de la clause d'incessibilité des parts sociales résultant de la clause d'accroissement.

Les Associés décident, à l'unanimité, de supprimer la clause d'incessibilité des parts sociales prévue à l'article 10 des statuts et résultant de la clause d'accroissement prévue à l'article 11 des statuts.
En conséquence, ladite clause est supprimée et cessera de produire effet à compter de ce jour.

Les Associés décident que les statuts seront modifiés en conséquence dans le cadre de leur refonte complète décidée ci-après.

DEUXIEME DECISION

Division de la valeur nominale des parts sociales et nouvelle numérotation des parts sociales.

Les Associés décident, à l'unanimité, de procéder à la division de la valeur nominale des parts sociales par dix, celle-ci étant ramenée de **10 euros à 1 euro.**

Les **10.000 parts sociales de 10 euros** composant actuellement le capital social sont donc échangées, à raison de dix nouvelles parts pour une ancienne part, contre **100.000 parts sociales de 1 euro de valeur nominale chacune**.

Cette opération est réalisée sans modification du montant global du capital social, lequel demeure fixé à **100.000 euros**.

En conséquence, les Associés décident que cette modification sera intégrée dans le cadre de la refonte des statuts décidée ci-après.

Répartition des parts sociales avant la division du nominal :

Associés	Nombre de parts avant division	Valeur nominal	Montant nominal
Michel CORNILLON	4.900 n°1 à 4.900	10 €	49.000 €
Maria CORNILLON	4.900 n° 4.901 à 9.800	10 €	49.000 €
Alexandre CORNILLON	100 n° 9.801 à 9.900	10 €	1.000 €
Tristan CORNILLON	100 n°9.901 à 10.000	10 €	1.000 €
Total	**10.000**		**100.000 €**

Répartition des parts sociales après la division du nominal :

Associés	Nombre de parts après division	Valeur nominal	Montant nominal
Michel CORNILLON	49.000 n°1 à 49.000	1 €	49.000 €
Maria CORNILLON	49.000 n° 49.001 à 98.000	1 €	49.000 €
Alexandre CORNILLON	1.000 n° 98.001 à 99.000	1 €	1.000 €
Tristan CORNILLON	1.000 n°99.001 à 100.000	1 €	1.000 €
Total	**100.000**		**100.000 €**

TROISIEME DECISION

Constatation de la libération partielle du capital social et réduction du capital social à hauteur de la fraction non libérée du capital social.

Les Associés constatent que le capital social d'un montant de 100.000 euros, a été, dès avant ce jour, libéré partiellement par :
- Monsieur Michel CORNILLON : à hauteur de 1 euro
- Monsieur Tristan CORNILLON : à hauteur de 99 euros

Les Associés, après avoir constaté la libération partielle du capital social ainsi que la volonté de Madame Maria CORNILLON et de Monsieur Alexandre CORNILLON de se retirer intégralement de la Société, et celle de Monsieur Michel CORNILLON et de Monsieur Tristan CORNILLON de réduire partiellement leur participation au capital social, décident, à l'unanimité, de procéder à une réduction du capital social à hauteur de la fraction non libérée dudit capital, soit d'un montant de **99.900 euros**, afin de ramener le capital social de **100.000 euros à 100 euros**.

Cette réduction de capital est réalisée par voie d'**annulation de 99.900 parts sociales d'une valeur nominale de 1 euro chacune**, selon les modalités détaillées ci-après.

Les Associés constatent que la réduction de capital est réalisée dans le respect de l'égalité entre les Associés, chacun ayant sollicité la réduction de sa participation à due concurrence de la fraction non libérée de son apport en capital.

À ce titre :

- **Monsieur Michel CORNILLON** a sollicité l'annulation de **48.999 parts sociales**, numérotées de **2 à 49.000**, lui appartenant dans le capital de la Société, sans aucune contrepartie, compte tenu de la fraction non libérée de son apport en capital. Il conserve ainsi **1 part sociale**, numéro 1.

- **Madame Maria CORNILLON** a sollicité l'annulation de **49.000 parts sociales**, numérotées de **49.001 à 98.000**, lui appartenant dans le capital de la Société, sans aucune contrepartie, compte tenu de la fraction non libérée de son apport en capital. Cette annulation entraîne son retrait total de la Société.

- **Monsieur Alexandre CORNILLON** a sollicité l'annulation de **1.000 parts sociales**, numérotées de **98.001 à 99.000**, lui appartenant dans le capital de la Société, sans aucune contrepartie, compte tenu de la fraction non libérée de son apport en capital. Cette annulation entraîne son retrait total de la Société.

- **Monsieur Tristan CORNILLON** a sollicité l'annulation de **de 901 parts sociales**, numérotées de **99.001 à 99.901,** lui appartenant dans le capital de la Société, sans aucune contrepartie, compte tenu de la fraction non libérée de son apport en capital. Il conserve ainsi **99 parts sociales**, numérotées de **99.002 à 100.000**.

À l'issue de la réduction de capital, **99.900 parts sociales sont annulées**, de sorte que le capital social est ramené de **100.000 euros à 100 euros**, divisé en **100 parts sociales d'une valeur nominale de 1 euro chacune**, réparties entre Monsieur Michel CORNILLON à hauteur d'une (1) part sociale et Monsieur Tristan CORNILLON à hauteur de quatre-vingt-dix-neuf (99) parts sociales.

Les Associés constatent la réalisation définitive de ladite réduction du capital social, **prenant effet à**

compter de la dernière date de signature du présent acte.

Le capital social est désormais fixé à **100 euros**, divisé en **100 parts sociales de 1 euro de valeur nominale chacune**, nouvellement numérotées de 1 à 100 et réparti comme suit:

- A Monsieur Michel CORNILLON, la propriété d'une (1) part sociale, numéro 1.
- A Monsieur Tristan CORNILLON, la propriété de quatre-vingt-dix-neuf (99) parts sociales, numérotées de 2 à 100.

En conséquence, les Associés décident que cette modification sera intégrée dans le cadre de la refonte des statuts décidée ci-après.

QUATRIEME DECISION

Démission de Madame Maria CORNILLON et de Michel CORNILLON de leurs fonctions de co-gérants et nomination en remplacement de ces fonctions, de Monsieur Tristan CORNILLON.

Les Associés prennent acte de la démission de Madame Maria CORNILLON et de Monsieur Michel CORNILLON de leurs fonctions de co-gérants, **à compter de la dernière date de signature du présent acte.**

Les Associés décident de nommer en remplacement, en qualité de gérant, pour une durée indéterminée, Monsieur Tristan CORNILLON susnommé, qui accepte ses fonctions et déclare n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation, déchéance ou mesure quelconque de nature à lui interdire, en tout ou partie, l'exercice des fonctions de gérant d'une société.

Cette nomination prend effet **à compter de la dernière date de signature du présent acte.**

CINQUIEME DECISION

Extension de l'objet social.

Les Associés constatent que l'objet social actuel de la Société, tel que prévu à l'article 2 (OBJET) des statuts est limité à « *La propriété et la gestion de tous biens immobiliers et mobiliers* ».

Les Associés décident d'étendre l'objet social de la Société et, en conséquence, de modifier cet article, qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- ***L'acquisition, la construction, la détention, la propriété, l'administration et la gestion, par tous moyens directs ou indirects, de tous droits et biens immobiliers***.
- *L'acquisition, la détention, la propriété, l'administration et la gestion, par tous moyens directs ou indirects, de tous droits et biens mobiliers.*
- *Ainsi, que la régularisation de tous emprunts auprès de toute banque, ainsi que de toutes garanties notamment hypothécaires sur les biens et droits mobiliers et immobiliers de la Société, et le cas échéant, la constitution de la Société, CAUTION HYPOTHECAIRE de(s) associé(s) en garantie du remboursement de(s) prêt(s) à eux consenti(s) en vue d'un apport en numéraire ou d'une augmentation de capital ou d'un apport en compte courant.*
- *Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ses droits et biens immobiliers au moyen de vente, échange ou apport en société.*

- *Enfin d'une façon générale toutes opérations mobilières, immobilières ou financières susceptibles de faciliter la réalisation de l'objet ci-dessus défini, à l'exception de toutes opérations susceptibles de faire perdre à la société son caractère civil. »*

  En conséquence, les Associés décident que cette modification sera intégrée dans le cadre de la refonte des statuts décidée ci-après.

SIXIEME DECISION

Refonte complète des statuts.

Les Associés décident, à l'unanimité, de procéder à une refonte complète des statuts de la Société, afin notamment, de tenir compte des decisions prises ci-avant :

- de la suppression de la clause d'incessibilité résultant de la clause d'accroissement ;
- de la division de la valeur nominale des parts sociales de 10 euros à 1 euro ;
- de la réduction du capital social de 100.000 euros à 100 euros ;
- de la nouvelle répartition du capital social par suite de cette réduction du capital social;

Les Associés adoptent en conséquence les statuts refondus, dont le projet est annexé au présent acte et qui entreront en vigueur à compter de la dernière date de signature du présent acte.

SEPTIEME DECISION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Les Associés donnent tous pouvoirs à tout collaborateur de la SELAS Althémis Lyon titulaire d'un Office Notarial sis à [redacted] pour réaliser les formalités relatives à cette modification notamment sur toute plateforme en ligne (Infogreffe, Guichet Unique, etc.), et se présenter à la Chambre de Commerce et d'Industrie et/ou Chambre de Métiers, au service du Centre de Formalités des Entreprises, au Greffe du Tribunal de Commerce, et partout où besoin sera, d'y déposer tous actes ainsi que toutes déclarations se rapportant à la modification de la Société et la mise à jour de ses statuts et plus généralement faire le nécessaire.

Le présent acte sera mentionné sur le registre des délibérations tenu au siège social.

Les Associés, chacun pour ce qui le concerne :

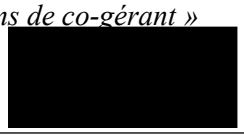
- reconnaît que le présent acte a été (i) conclu sous forme d'un écrit électronique au sens de l'article 1366 du Code civil et (ii) signé électroniquement au moyen d'un procédé d'identification fiable garantissant le lien de chaque signature de l'acte, conformément aux dispositions de l'article 1367 du Code civil mis en œuvre par YOUSIGN, permettant ainsi après identification de chaque partie avant la signature, de lier cette dernière à un fichier crypté, non altérable et stocké dans des conditions permettant de préserver son intégrité, est admis.
- reconnaît expressément que le présent acte a la même valeur juridique qu'un document papier et donc sa signature manuscrite conformément à l'article 1366 du Code civil et qu'il lui est valablement opposable ;
- s'engage à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des éléments contenus dans le présent acte sur la base de leur nature électronique ;
- s'engage à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des données d'horodatage contenues dans le présent document ;
- accepte la production, à titre de preuve, de tous les éléments d'identification utilisés aux fins de la signature électronique, du certificat de signature électronique et des modalités techniques de production de la signature électronique ;

- reconnaît qu'il s'agit d'un original dans sa version électronique en format PDF ;
- reconnait que l'exigence d'une pluralité d'originaux est satisfaite, conformément à l'article 1375 du Code civil, par la transmission d'une copie électronique du présent acte dès la finalisation des signatures, cette transmission constituant une preuve irréfutable des engagements et obligations de chacun des signataires de l'acte ;
- s'engage à conserver le présent document dans des conditions qui garantissent sa confidentialité et son intégrité.

* *

*

SUIVENT LES SIGNATURES

Michel CORNILLON Co-gérant associé Le 28/09/2026 Signature électronique 	Maria CORNILLON Co-gérante associée Le 27/09/2026 Signature électronique valant *« bon pour démission des fonctions de co-gérante »* 
Alexandre CORNILLON Associé Le 28/09/2026 Signature électronique 	Tristan CORNILLON Associé Le 28/09/2026 Signature électronique valant *« bon pour acceptation des fonctions de co-gérant »* 

Annexe – Projet de refonte des statuts

« 2 M GESTION »
Société Civile
Au capital de 100 Euros
Siège social : SALLANCHES (74700) – 1098 Avenue André LASQUIN
501 809 693 RCS ANNECY

Ci-après désignée la « Société »

_____

REFONTE DES STATUTS

Par suite des décisions unanimes des associés en date du _____

CERTIFIES

CONFORMES PAR LA GERANCE

TITRE PREMIER
FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - PROROGATION - DISSOLUTION

ARTICLE 1 - FORME
Il est formé entre les propriétaires de parts sociales ci-après créées et celles qui pourront l'être ultérieurement, une société de **forme civile**.

ARTICLE 2 – OBJET SOCIAL
La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- **L'acquisition, la construction, la détention, la propriété, l'administration et la gestion, par tous moyens directs ou indirects, de tous droits et biens immobiliers**.
- L'acquisition, la détention, la propriété, l'administration et la gestion, par tous moyens directs ou indirects, de tous droits et biens mobiliers.
- Ainsi, que la régularisation de tous emprunts auprès de toute banque, ainsi que de toutes garanties notamment hypothécaires sur les biens et droits mobiliers et immobiliers de la Société, et le cas échéant, la constitution de la Société, CAUTION HYPOTHECAIRE de(s) associé(s) en garantie du remboursement de(s) prêt(s) à eux consenti(s) en vue d'un apport en numéraire ou d'une augmentation de capital ou d'un apport en compte courant.
- Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ses droits et biens immobiliers au moyen de vente, échange ou apport en société.
- Enfin d'une façon générale toutes opérations mobilières, immobilières ou financières susceptibles de faciliter la réalisation de l'objet ci-dessus défini, à l'exception de toutes opérations susceptibles de faire perdre à la société son caractère civil.

ARTICLE 3 - DENOMINATION
La Société prend la dénomination suivante : « **2 M GESTION** ».
Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie, de manière lisible, une fois au moins, des mots « Société Civile » suivie de l'indication du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE
Le siège social est fixé [redacted]
Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes, par simple décision de la gérance qui, dans ce cas, est autorisée à modifier les statuts en conséquence et partout ailleurs, sur décision extraordinaire de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 – DUREE - PROROGATION
La durée de la société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation. La durée de la société peut être prorogée.
Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.
La décision de prorogation est prise à la majorité prévue pour la modification des statuts.
La société n'est dissoute par aucun des événements suivants, survenant à l'un ou plusieurs des associés qu'ils soient fondateurs ou non : décès, incapacité, déconfiture, faillite personnelle, liquidation des biens, règlement judiciaire, et en outre pour les associés personnes morales : dissolution, disparition de la personne morale, scission, absorption.
La société n'est pas dissoute par la cessation des fonctions d'un gérant.

TITRE DEUXIEME
APPORTS - PARTS SOCIALES

ARTICLE 6 – APPORTS

6.1 Apport en numéraire

6.1.1 Montant de l'apport en numéraire

A la constitution il a été apporté à la Société :

- Par Monsieur Michel CORNILLON, la somme de **QUARANTE-NEUF MILLE EUROS (49 000,00 EUR) ;**
- Par Madame Maria CORNILLON, la somme de **QUARANTE-NEUF MILLE EUROS (49 000,00 EUR) ;**
- Par Monsieur Alexandre CORNILLON, la somme de **MILLE EUROS (1.000,00 EUR) ;**
- Par Monsieur Tristan CORNILLON, la somme de **MILLE EUROS (1.000,00 EUR) ;**

Soit total apports en numéraire : CENT MILLE EUROS (100.000,00 EUR).

6.2 Apport en nature

Néant.

6.1.2 Libération des apports et réduction du capital social en date du_____

Aux termes d'un acte contenant les décisions unanimes des associés en date du _____, il a été constaté la libération partielle du capital social initialement fixé à 100.000 euros, soit :
-Le versement de la somme de 1 euro, par Monsieur Michel CORNILLON
-Le versement de la somme de 99 euros, par Monsieur Tristan CORNILLON

Aux termes dudit acte, les associés ont décidé de réduire le capital social, à hauteur de la fraction non libérée du capital social, soit d'un montant de 99.900 € pour ainsi porter le capital social de 100.000 € à 100 €.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

I – A la constitution de la Société, le capital social était fixé à la somme de CENT MILLE EUROS (100 000,00 EUR) divisé en 10.000 parts, de DIX EUROS (10,00 EUR) chacune, numérotées de 1 à 10.000, attribuées comme suit :

Associés	Nombre de parts avant division	Valeur nominal	Montant nominal
Michel CORNILLON	4.900 n°1 à 4.900	10 €	49.000 €
Maria CORNILLON	4.900 n° 4.901 à 9.800	10 €	49.000 €
Alexandre CORNILLON	100 n° 9.801 à 9.900	10 €	1.000 €
Tristan CORNILLON	100 n°9.901 à 10.000	10 €	1.000 €
Total	**10.000**		**100.000 €**

II- Par suite des décisions unanimes des associés en date du _____, les associés ont procédé **à la division de la valeur nominale des parts sociales** par dix, celle-ci étant ramenée de 10 euros à 1 euro. Les 10.000 parts sociales de 10 euros composant le capital social initial de 100.000

euros ont été échangées, à raison de dix nouvelles parts pour une ancienne part, contre **100.000 parts sociales de 1 euro de valeur nominale chacune**.

Par suite de cette décision, les parts sociales ont été réparties comme suit :

Associés	Nombre de parts	Valeur nominal	Montant nominal
Michel CORNILLON	49.000 n°1 à 49.000	1 €	49.000 €
Maria CORNILLON	49.000 n° 49.001 à 98.000	1 €	49.000 €
Alexandre CORNILLON	1.000 n° 98.001 à 99.000	1 €	1.000 €
Tristan CORNILLON	1.000 n°99.001 à 100.000	1 €	1.000 €
Total	**100.000**		**100.000 €**

III- <u>Par suite des décisions unanimes des associés en date du _____</u>, les associés ont décidé de réduire le capital social, à hauteur de la fraction non libérée du capital social, soit d'un montant de 99.900 € pour ainsi porter le capital social de 100.000 € à 100 €.

Le capital social est donc désormais fixé à la somme de **<u>CENT EUROS (100,00 EUR)</u>**, divisé en **100 parts**, d'UN EURO **(1,00 EUR)** chacune, numérotées de 1 à 100, attribuées comme suit :

Associés	Nombre de parts	Valeur nominal	Montant nominal
Michel CORNILLON	1 part n°1	1 €	1 €
Tristan CORNILLON	99 parts n° 2 à 100	1 €	99 €
Total	**100 parts**		**100 €**

<u>ARTICLE 7 BIS - TERMINOLOGIE</u>

Dans les présents statuts, en cas de démembrement des parts, le terme « associé » vise pour tous les articles, sauf pour ceux prévoyant une disposition contraire, celui de l'usufruitier ou du nu-propriétaire des parts qui est titulaire du droit de vote aux termes de **l'article 14 bis** des présents statuts.
Si, en application de cette règle, certaines clauses étaient contraires aux dispositions d'ordre public, cette règle ne recevrait pas application pour les seuls articles concernés ; les règles impératives se substituant alors pour ces articles à la règle conventionnelle susvisée.
En tout état de cause, l'usufruitier et le nu-propriétaire auront le droit de participer aux assemblées et disposeront d'un droit d'information.

<u>ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL</u>

<u>8.1 Augmentation du capital</u>

8.1.1 Les modalités

Le capital peut, en vertu d'une décision de nature extraordinaire de la collectivité des associés, être augmenté en une ou plusieurs fois, par la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire, mais les attributaires devront le cas échéant être agréés selon les modalités fixées à l'article 11 ci-après.
Il peut aussi en vertu d'une décision collective de nature extraordinaire, être augmenté en une ou plusieurs fois par incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou des bénéfices, par voie d'élévation de la valeur nominale des parts existantes ou par voie de création de parts nouvelles.

8.1.2 Droit de préférence à la souscription des parts

*En cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire, et par application du principe de l'égalité entre les associés, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.
*En présence de parts sociales démembrées (usufruit d'une part, nue-propriété d'autre part) : Chacun de l'usufruitier et du nu-propriétaire aura un droit préférentiel de souscription des parts nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

S'ils viennent à l'exercer concurremment ils seront censés, à défaut de notification contraire adressée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, l'avoir exercé l'usufruitier pour l'usufruit et le nu-propriétaire pour la nue-propriété.
Chacun d'eux sera alors tenu de verser les sommes dues dans la caisse sociale dans la proportion définie par l'article 669 du Code général des impôts (ou l'article qui s'y substituera), sauf accord entre eux pour retenir un autre mode de valorisation des droits démembrés.
Si un seul d'entre eux venait à l'exercer il serait censé l'avoir exercé pour la pleine propriété des parts nouvelles.
En présence de plusieurs usufruitiers ou nus-propriétaires des mêmes parts démembrées, chacun d'eux disposera d'un droit préférentiel de souscription.
S'ils venaient à l'exercer concurremment, ils seraient censés l'avoir exercé dans des conditions telles que les droits qu'ils détiennent dans les parts démembrées à la date de la souscription à l'augmentation de capital puissent être exercés à l'identique sur les parts nouvelles issues de l'augmentation de capital.

8.1.3 Cession du droit préférentiel de souscription
Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé par les voies civiles, conformément à l'article 1690 du Code Civil, sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les conditions indiquées ci-après et notamment celles spécifiques stipulées à l'article **8.1.4** ci-après applicables exclusivement aux parts sociales démembrées.
En cas d'exercice partiel du droit de souscription par un associé, les parts non souscrites par lui peuvent l'être par des tiers étrangers à la société, à condition que chacun d'eux soit agréé dans les conditions fixées ci-après.
Le droit préférentiel de souscription est exercé dans les formes et délais fixés par la gérance sans toutefois que le délai imparti aux associés pour souscrire ou proposer un cessionnaire à leur droit de souscription puisse être inférieur à 15 jours.
Toute décision des associés portant renonciation totale ou partielle au droit préférentiel de souscription ci-dessus institué devra être prise à l'unanimité des membres de la société.
L'augmentation de capital est réalisée nonobstant l'existence de rompus, et les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription pour souscrire un nombre entier de parts d'intérêts nouvelles doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits.

8.1.4 Cession du droit préférentiel de souscription : règles particulières en cas de démembrement de parts sociales - pacte de préférence
En cas de cession par un usufruitier (ou par un nu-propriétaire) de son droit préférentiel de souscription, l'usufruitier (ou suivant le cas le nu-propriétaire) devra faire connaître au nu-propriétaire (ou en cas de cession par un nu-propriétaire, à l'usufruitier) l'identité et la qualité de l'acquéreur éventuel, le prix offert par celui-ci, ses modalités de paiement et toutes les conditions projetées.
A égalité de prix et aux mêmes conditions et modalités de paiement, l'usufruitier (ou en cas de cession par un usufruitier, le nu-propriétaire) aura la préférence sur tout amateur ou acquéreur.
En conséquence de cet engagement, ce dernier aura le droit d'exiger que les droits dont il s'agit lui soient vendus à ces mêmes prix, modalités de paiement et conditions.
Dans le cas où plusieurs usufruitiers (ou en cas de cession par un usufruitier, plusieurs nus-propriétaires) viendraient à exercer ce droit de préférence, ils seront censés l'avoir exercé dans la proportion dans laquelle chacun d'eux est titulaire des droits sur les parts sociales démembrées existant au moment de la décision d'augmentation de capital.
La notification sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte d'huissier de justice, au domicile du bénéficiaire qui devra dans un délai d'un mois faire connaître au cédant son intention d'user du bénéfice de ce pacte de préférence.
Passé ce délai sans manifestation de volonté de sa part, le bénéficiaire sera définitivement déchu de ce droit.
En cas de refus de réception de la lettre recommandée dont il est parlé, c'est la date de l'avis de refus qui fera courir le délai d'un mois dont il est ci-dessus parlé.

8.2 Réduction du capital

8.2.1 Le capital social peut aussi en vertu d'une décision de nature extraordinaire de la collectivité des associés, être réduit pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat de parts, de réduction de leur montant ou de leur nombre ; avec obligation, s'il y a lieu, de cession ou d'achat de parts anciennes pour permettre l'opération.
La réduction du capital ne peut, en aucun cas, porter atteinte à l'égalité des associés et, en cas de démembrement, à l'égalité des usufruitiers entre eux et des nus-propriétaires entre eux.
8.2.2 Lorsque la réduction du capital affectera des parts sociales démembrées (usufruit d'une part, nue-propriété d'autre part) et aura pour conséquence l'attribution de numéraire en contrepartie de l'annulation des parts concernées, les dispositions de l'article 587 du code civil s'appliqueront aux sommes attribuées en représentation des parts démembrées annulées à moins que :
-les parties nus-propriétaires et usufruitiers n'en conviennent autrement à l'unanimité notifié à la gérance par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège de la société ;
-ou que l'usufruitier fait l'objet d'une mesure de protection des majeurs incapables (tutelle, curatelle ou sauvegarde de justice, sans distinction) ou se trouve en état de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle, en déconfiture, ou toute autre procédure similaire en France ou à l'étranger, chacun d'eux (nu-propriétaire ou usufruitier) recevra les sommes en pleine propriété dans la proportion définie par l'article 669 du Code général des impôts (ou l'article qui s'y substituera), sauf accord entre eux pour retenir un autre mode de valorisation des droits démembrés.
En conséquence, hors exceptions susvisées, la gérance sera tenue de remettre le numéraire attribué en représentation des parts sociales démembrées concernées par la réduction de capital, au seul usufruitier qui sera seul habilité à en donner quittance et décharge, et ledit gérant sera bien et valablement déchargé par la remise des fonds au seul usufruitier.
L'usufruitier ne sera pas tenu de fournir caution ni de faire emploi des actifs monétaires qui lui seront ainsi attribués.
Pour le cas où l'usufruit serait détenu concurremment par plusieurs personnes la gérance sera bien et valablement déchargée par la remise des fonds à un seul d'entre eux à moins qu'elle n'ait reçu préalablement une opposition de l'un ou l'autre desdits usufruitiers adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au siège de la société.
8.2.3 Lorsque la réduction de capital aura pour conséquence l'attribution d'un bien en nature en contrepartie de l'annulation des parts concernées, le bien attribué sera subrogé purement et simplement aux parts sociales annulées et les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire reportés sur ledit bien.

8.3 Comptes courants d'associés
Chacun des associés et, en cas de démembrement, chacun des usufruitiers et des nus-propriétaires, pourra avec le consentement de la gérance, consentir à la société toutes avances utiles, aux conditions d'intérêts et de remboursement fixées en accord avec la gérance au moment du versement. Ces modalités pourront résulter de simples mentions dans la comptabilité.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES PARTS

9.1 Parts de numéraire
Les parts de numéraire doivent être libérées par leurs souscripteurs à première demande de la gérance et, au plus tard, quinze jours francs après réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La gérance peut exiger la libération immédiate du montant de la souscription. La gérance peut aussi demander la libération de ce montant par fractions successives au fur et à mesure des besoins de la société.
La libération est effectuée en principe, au moyen de versements en numéraire. Toutefois, en cas d'augmentation de capital, elle peut avoir lieu par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible contre la société.
A défaut de paiement des sommes exigibles, la société poursuit les débiteurs et peut faire vendre les parts pour lesquelles les versements n'ont pas été effectués un mois après un commandement de payer demeuré infructueux. Cette mise en vente est notifiée aux retardataires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception avec l'indication des numéros des parts en cause. Elle est, en outre, publiée dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.
Quinze jours après la publication, il est procédé à la vente des parts, aux risques et périls des retardataires

aux enchères publiques, par le ministère d'un Notaire, sans mise en demeure et sans autre formalité. Le prix de vente est imputé dans les termes de droit, sur ce qui reste dû à la société par le retardataire, lequel reste passible de la différence ou profite de l'excédent.
Ces dispositions s'appliquent à toutes les parts de numéraire en ce compris non seulement celles qui composent le capital initial, mais encore celles qui pourraient être créées à l'occasion d'une augmentation de capital.
Elles s'appliquent également en cas d'augmentation de capital, par voie d'augmentation du nominal des parts existantes.
Elles s'appliquent enfin, s'il y a lieu, à la prime d'émission dont est assortie une augmentation de capital.
Les sommes appelées par la gérance deviennent exigibles quinze jours francs après l'envoi d'une lettre recommandée par la gérance aux débiteurs.
En cas de retard dans le paiement des sommes exigibles, les retardataires sont passibles d'une pénalité de 1% par mois de retard.
Tout mois commencé étant compté en entier.

9.2 Parts d'apport en nature
Les parts attribuées en rémunération d'apports en nature doivent être immédiatement et intégralement libérées.
Cette libération s'effectue par la mise à la disposition effective du bien ou droit apporté.

ARTICLE 10 - REPRESENTATION DES PARTS
Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.
Les droits de chaque associé et, en cas de démembrement, de chaque usufruitier et nu-propriétaire dans la société résultent seulement des présentes, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties, constatées et publiées.

ARTICLE 11 - CESSION ENTRE VIFS DES PARTS SOCIALES
Toute cession de parts sociales en pleine propriété, en usufruit ou en nue-propriété, doit être constatée par un écrit.
La cession en usufruit, en nue-propriété ou en pleine propriété n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du Code civil, ou après transfert sur les registres de la société.
Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication.
Les parts sociales ne peuvent être cédées à qui que ce soit, sauf entre associés, qu'avec le consentement de la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire.
A l'effet d'obtenir ce consentement, l'associé ou le détenteur de droits démembrés qui projette de céder l'usufruit, la nue-propriété ou la pleine propriété de ses parts doit en faire la notification à la société, puis à chacun de ses coassociés, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les noms, prénoms, domicile et profession du futur cessionnaire ainsi que le délai dans lequel la cession projetée doit être régularisée.
L'organe compétent statue dans le mois de la notification à la société du projet de cession et sa décision est elle-même notifiée aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les deux mois de la notification du projet de cession. Elle s'applique obligatoirement à la totalité des parts faisant l'objet du projet de cession.
Si le cessionnaire est agréé par la collectivité des associés, le gérant en avise immédiatement le cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et la cession peut être régularisée dans les conditions prévues par la notification.
La décision de l'organe compétent dont il résulte que le projet de cession n'est pas agréé, donne lieu à des offres d'achat d'associés, de tiers dûment agréés ou de la société qui sont transmises par la gérance au cédant.
Les associés et titulaires de droits de même nature que ceux objets de la cession disposent d'un délai de quinze (15) jours pour se porter acquéreurs, et si plusieurs détenteurs de droits de même nature que ceux cédés prennent ce parti, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement, avec réduction à l'unité inférieure si nécessaire, les rompus profitant à celui des associés qui était titulaire du plus grand nombre de parts.

Si aucun associé ou détenteur de droits de même nature que ceux objets de la cession ne se porte acquéreur, la société peut faire acquérir les parts par un tiers agréé par l'organe compétent ou les acquérir elle-même en vue de leur annulation.
Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés, détenteurs de droits de même nature que ceux objets de la cession ou tiers, ou l'offre d'achat par la société ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.
Toutefois, le cédant peut finalement décider de conserver ses parts ou ses droits alors même que le prix adopté par les experts serait égal à celui moyennant lequel devait avoir lieu la cession projetée.
Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification par lui faite à la société de son projet de cession, l'agrément est réputé acquis, à moins que les autres associés ou titulaires du droit de décider de la dissolution de la société ne décident, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre cette décision caduque en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un (1) mois à compter de ladite décision.

Les dispositions qui précèdent sont applicables :
- aux mutations entre vifs à titre gratuit,
- aux échanges,
- aux apports en société,
- aux attributions effectuées par une société à l'un de ses associés, nus-propriétaires ou usufruitiers,
- et d'une manière générale, à toute mutation de gré à gré.

En cas de cession en cours d'exercice social, il sera effectué une répartition prorata temporis du bénéfice entre le cédant et le cessionnaire partant à compter de la date d'entrée en jouissance.
Ce prorata servira de base à la déclaration fiscale de chacun des associés.

ARTICLE 12 – DÉCÈS OU DISPARITION D'UN ASSOCIÉ

12.1 Décès d'un associé personne physique ou disparition d'un associé personne morale

En cas de décès de l'un des associés personne physique ou de disparition d'un associé personne morale, notamment par suite de sa dissolution, de sa liquidation, d'une transmission universelle de patrimoine, d'une fusion, d'une scission ou de toute autre opération entraînant la disparition de sa personnalité morale, la Société continue entre les associés survivants, titulaires de droits en nue-propriété ou en usufruit survivants, les héritiers, ayants droit, ayants cause, bénéficiaires d'une transmission universelle de patrimoine, sociétés absorbantes ou tout autre dévolutaire des parts ayant appartenu à l'associé décédé ou disparu, **sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure d'agrément prévue à l'article 11 des présents statuts.**
Seuls les héritiers, ayants droit, dévolutaires ou ayants cause ayant déjà la qualité d'associé sont dispensés de tout agrément. Tous les autres sont soumis à agrément sans exception.
Ils doivent justifier de leurs qualités dans les trois mois du décès ou de la disparition de la personne morale par la production de tous documents justificatifs établissant la transmission des droits sociaux.
L'exercice des droits attachés aux parts est subordonné à la production de cette justification, sans préjudice du droit pour la gérance d'exiger la communication de tout acte ou document établissant lesdites qualités.
À défaut, la Société peut les mettre en demeure d'apporter ces justifications dans un délai déterminé à peine d'astreinte.
Pour les parts transmises par décès ou du fait de la disparition d'une personne morale et soumises à agrément, les parts seront neutralisées en matière de droit de vote pendant la période comprise entre le décès ou la disparition et la décision statuant sur l'agrément. En conséquence, elles ne participeront pas aux votes lors des décisions collectives, la majorité étant calculée abstraction faite des voix attachées auxdites parts.
Les héritiers, ayants droit, dévolutaires ou ayants cause qui ne deviennent pas associés n'ont droit qu'à la valeur des parts sociales de l'associé décédé ou disparu. Cette valeur doit être payée par les nouveaux titulaires des parts ou par la Société elle-même, si celle-ci les a rachetées en vue de leur annulation, dans

un délai ne pouvant excéder six mois à compter de la réception de la notification du refus d'agrément.
Cette valeur est déterminée au jour du décès ou de la disparition de la personnalité morale dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.
Les frais d'expertise sont supportés par la succession ou par les ayants cause de la personne morale disparue, selon le cas.
Tant qu'il n'aura pas été procédé au partage des parts dépendant de la succession du défunt (et éventuellement de la communauté de biens) ou tant que la transmission des parts consécutive à la disparition d'une personne morale n'aura pas été définitivement réalisée, les droits attachés auxdites parts, sous réserve de l'agrément des nouveaux titulaires le cas échéant, seront exercés conformément aux dispositions de l'article 14 bis des présents statuts.

12.2 Retrait d'un associé, d'un nu-propriétaire ou d'un usufruitier

12.2.1 Conditions

Sans préjudice des droits des tiers, un associé (ou conjointement le nu-propriétaire et l'usufruitier dont les droits portent sur les mêmes parts) peut se retirer totalement ou partiellement de la société après autorisation donnée par une décision unanime des titulaires de droits de vote pour ces décisions conformément **aux articles 7 bis et 14 bis** des présents statuts.
Le retrait pourra être également autorisé pour justes motifs par une décision de justice.
L'associé, le nu-propriétaire ou l'usufruitier qui se retire a droit au remboursement de ses parts dont la valeur, à défaut d'accord amiable, sera fixée par expertise conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.
L'associé qui se retire ne peut prétendre à la reprise du bien qu'il a apporté et qui se trouve encore en nature dans l'actif social, sauf accord unanime des associés ; cette reprise ne pouvant s'exercer qu'après la dissolution et la liquidation de la société.
Toutefois, en cas de démembrement de parts sociales, le retrait ne peut intervenir qu'en cas de demande concomitante par le nu-propriétaire et l'usufruitier adressée à la société. Dans ce cas, l'équivalent du droit de l'usufruit est assuré par le mécanisme de la subrogation réelle. Qu'il s'agisse d'un rachat par les autres associés, par un ou des tiers désignés par eux ou par la société elle-même, le droit de l'usufruitier se reporte sur les sommes versées et se trouve alors régi par les dispositions de l'article 587 du code civil à moins que :

- les parties nus-propriétaires et usufruitiers n'en conviennent autrement à l'unanimité notifié à la gérance par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège de la société;
- ou que l'usufruitier fait l'objet d'une mesure de protection des majeurs incapables (tutelle, curatelle ou sauvegarde de justice, sans distinction) ou se trouve en état de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle, en déconfiture, ou toute autre procédure similaire en France ou à l'étranger, chacun d'eux (nu-propriétaire ou usufruitier) recevra les sommes en pleine propriété dans la proportion définie par l'article 669 du Code général des impôts (ou l'article qui s'y substituera), sauf accord entre eux pour retenir un autre mode de valorisation des droits démembrés.

En cas d'attribution par la société à l'associé retrayant d'un actif non consomptible, le droit de l'usufruitier se reporte sur le bien offert en contrepartie de l'annulation des parts démembrées.
En cas de remboursement, ce dernier est effectué en douze fractions égales, sans intérêt en sus, de mois en mois, la première étant exigible un mois au plus tard après la date d'approbation des comptes de l'exercice en cours au jour du retrait et, si la fixation de la valeur de remboursement est postérieure à cette approbation, un mois au plus tard après cette fixation.
Tous les frais et honoraires du retrait ainsi que le coût de l'éventuelle expertise sont intégralement à la charge du retrayant.
En cas de retrait en cours d'exercice social, il sera effectué une répartition prorata temporis du bénéfice entre le retrayant et les associés restants à compter de la décision d'acceptation de l'organe compétent, ainsi constaté par l'établissement d'un bilan intermédiaire.
Ce prorata servira de base à la déclaration fiscale de chacun des associés.

12.2. Modalités

L'associé retrayant devra notifier à la société une demande de retrait par lettre recommandée avec accusé de réception.
L'organe compétent devra statuer dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification de la demande par l'associé.
En cas de proposition d'attribution d'un bien en nature l'accord de l'associé retrayant devra être sollicité par la gérance par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trente (30) jours suivant décision de l'organe compétent appelé à statuer sur ce point.
L'associé retrayant disposera alors d'un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception et des précisions mentionnées au paragraphe précédent pour notifier à la société, également par lettre recommandée avec accusé de réception, son acceptation, son refus ou son intention de ne plus de retirer de la société.
Passé ce délai sans manifestation de volonté de sa part, il sera réputé avoir renoncé à l'attribution en nature proposée.
En cas de refus notifié dans le délai ci-dessus prévu, comme dans le cas où il n'aurait pas manifesté sa volonté dans le délai prévu à l'alinéa précédent, la société sera tenue de lui attribuer une somme en numéraire dans les conditions telles que définies ci-dessus.
Toutefois, tout associé ayant renoncé à se retirer de la société ne pourra plus exercer cette faculté avant un nouveau délai de deux (2) ans du jour de la notification adressée par lui à la société.

ARTICLE 13 - NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ou droits démembrés sur ces parts peuvent faire l'objet d'un nantissement, constaté soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé, signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique et donnant lieu à publicité.
Toutefois, le titulaire des parts ou des droits dont le nantissement est envisagé, doit obtenir, au préalable, le consentement des autres associés, nus-propriétaires ou usufruitiers selon le cas au projet de nantissement dans les mêmes conditions que l'agrément à une cession de parts.
Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales, à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente à la société, aux associés, nus-propriétaires ou usufruitiers par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception comportant l'indication de la date de cette réalisation forcée.
Chaque associé, chaque nu-propriétaire, chaque usufruitier, selon la nature des droits concernés, peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés, nus-propriétaires ou usufruitiers exercent cette faculté, ils sont, sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts ou droits démembrés qu'ils détenaient antérieurement.
Si aucun associé, nu-propriétaire ou usufruitier n'exerce cette faculté, la société peut racheter les parts elle-même, en vue de leur annulation.
La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel l'assemblée générale extraordinaire a donné son accord, doit pareillement être notifiée un mois avant la vente à la société, aux associés, nus-propriétaires ou usufruitiers.
Les associés, nus-propriétaires ou usufruitiers peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts.
Si la vente a eu lieu, les associés, nus-propriétaires ou usufruitiers ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue ci-dessus. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

ARTICLE 14 - DROITS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES – INCAPACITE DE L'ASSOCIE

14.1 Droits attachés aux parts sociales

Sous réserve de ce qui est indiqué à **l'article 7 bis**, chaque part sociale donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.
Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés, nus-propriétaires ou usufruitiers.
Chaque part ou droit démembré sur la part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires

indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter, lequel mandataire pourra ne pas être associé.
En cas de démembrement des parts, les règles applicables en matière de droit de vote sont précisées à **l'article 14 bis** des présents statuts.
Les héritiers, ayants droit, ou créanciers d'un associé, d'un nu-propriétaire ou d'un usufruitier, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

14.2 Incapacité de l'associé
Les associés mineurs ou majeurs sous tutelle ne sont tenus du passif social qu'à concurrence de la valeur nominale de leurs droits sociaux.
En conséquence, les autres associés seront tenus solidairement entre eux, proportionnellement aux parts détenues par chacun d'eux dans le capital social, de l'excédent éventuel du passif social attaché aux parts sociales propriété du mineur ou du majeur sous tutelle associé de la société.
Toutefois, dans l'hypothèse où le mineur ou le majeur sous tutelle tiendrait ses parts sociales d'une donation qui lui aurait été consentie par un des associés de la société, celui-ci sera seul tenu de l'excédent du passif dont il s'agit.

ARTICLE 14 BIS – REGLES APPLICABLES EN CAS DE DEMEMBREMENT DE PARTS SOCIALES
En cas de démembrement des parts, les règles applicables en matière de droit de vote et résultats sont précisées ci-après.

Droit de vote :
Le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives.
A cette fin, ils sont convoqués et participent aux assemblées dans les mêmes conditions que les associés en toute propriété. Ils exercent dans les mêmes conditions leur droit de communication et reçoivent les mêmes informations, notamment en cas de consultation écrite ou lorsque la décision résulte de leur consentement exprimé dans un acte.
Ils prennent part, s'ils le souhaitent, aux discussions qui précèdent le vote et leurs avis sont, le cas échéant, comme celui des autres associés, mentionnés au procès-verbal.
Le droit de vote appartient à l'usufruitier quelle que soit la nature de la décision à prendre, à l'exception :
- du changement de la nationalité de la société ou d'augmentation des engagements d'un associé,
- du changement du régime fiscal de la société,
- de la transformation de la société en une forme de société dans laquelle les associés voient leur responsabilité aggravée,
- de toute augmentation ou réduction de capital social,
- prolongation de la durée de vie de la société,
- dissolution ou liquidation de la société

où le droit de vote s'exerce de façon conjointe et indivisible par l'usufruitier et le nu-propriétaire qui seront tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique choisi parmi le ou les usufruitiers ou nus-propriétaires des parts sociales concernées.
En cas de désaccord, le vote de l'usufruitier prime sur celui du nu-propriétaire, sauf pour les décisions suivantes pour lesquelles le vote du nu-propriétaire prime sur celui de l'usufruitier, à savoir:
- les décisions emportant augmentation des engagements des associés nus-propriétaires,
- la prolongation de la durée de vie de la société.

Droit aux résultats :
- Le droit au résultat courant (qu'il ait été ou non placé en report à nouveau) appartient, en cas de distribution, en pleine propriété à l'usufruitier.
- Le droit au résultat exceptionnel, définit comme étant la plus-value nette de frais et charges dégagée

lors de la cession d'un actif immobilisé, (qu'il ait été ou non placé en report à nouveau) appartient au nu-propriétaire, sous réserve de l'exercice par l'usufruitier de son usufruit sur les biens objet de la distribution, conformément aux dispositions de l'article 587 du Code civil. . Il sera dispensé de faire emploi des sommes perçues ainsi que de fournir caution.

- En cas de distribution des réserves sous forme de sommes d'argent, l'usufruitier bénéficiera d'un quasi-usufruit sur les sommes distribuées, conformément aux dispositions de l'article 587 du Code civil. Il sera dispensé de faire emploi des sommes perçues ainsi que de fournir caution, sauf convention contraire conclue entre le nu-propriétaire et l'usufruitier prévoyant une attribution en pleine propriété des sommes distribuées au nu-propriétaire.

ARTICLE 15 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Vis-à-vis des créanciers sociaux, chacun des associés, ou en cas de démembrement chacun des usufruitiers et/ou des nus-propriétaires, n'est tenu indéfiniment des dettes sociales que dans la proportion du nombre de parts qu'il possède à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements, conformément aux dispositions de l'article 1857 du Code civil et aux dispositions des présents statuts et notamment celles de **l'article 14 bis**. L'associé qui n'a apporté que son industrie est tenu comme celui dont la participation dans le capital social est la plus faible.
Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

ARTICLE 16 - DECONFITURE, FAILLITE PERSONNELLE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRES

S'il y a déconfiture, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaires atteignant un associé, un nu-propriétaire ou un usufruitier, et à moins que les autres ne décident à l'unanimité de dissoudre la société, il est procédé au remboursement des droits sociaux de l'intéressé. La valeur des droits à rembourser est déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.
En cas de démembrement, il sera procédé au remboursement conformément à l'article 8.2.3 des présents statuts.

TITRE TROISIEME
ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 17 - GERANCE, NOMINATION ET DUREE DES FONCTIONS

17.1 Nomination de la gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, désignés par décision collective des associés, des nus-propriétaires ou des usufruitiers selon ce qui est prévu **aux articles 7 bis et 14 bis**, prise selon les règles de quorum et à la majorité prévues pour les décisions ordinaires.

17.2 Durée des fonctions

Les fonctions de gérant ont une durée non limitée.
Elles cessent par son décès, sa déconfiture, sa faillite personnelle, sa mise en redressement ou liquidation judiciaires, sa démission ou sa révocation.
Le décès, la démission ou la révocation d'un gérant, associé ou non, n'entraînent ni la dissolution de la société, ni, en cas de démission ou de révocation d'un gérant associé, le droit pour celui-ci de se retirer de la société. En l'absence d'autre gérant, et sauf si un gérant successif ou cogérant substitutif a déjà été nommé, un nouveau gérant est alors nommé par la collectivité des associés, des nus-propriétaires ou des usufruitiers dans les conditions prévues par les présents statuts, convoquée d'urgence par le gérant démissionnaire ou, à défaut, par tout associé, tout nu-propriétaire ou tout usufruitier.

17.3 Révocation

Le gérant est révocable au cours de son mandat par une décision des associés, nus-propriétaires ou usufruitiers, selon ce qui est prévu aux **articles 7 bis et 14 bis**, statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires, l'associé gérant participant au vote. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.
Le gérant est également révocable par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé, tout usufruitier ou tout nu-propriétaire.

17.4 Vacance de la gérance
Si pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé, tout nu-propriétaire et tout usufruitier peut convoquer l'assemblée des associés à seule fin de procéder au remplacement du gérant ou à défaut, demander au président du Tribunal statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.
Si la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal de prononcer la dissolution de la société.

17.5 Démission du gérant
Un gérant peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision, à la condition de notifier celle-ci à chacun des associés, ainsi qu'aux autres gérants, par lettre recommandée avec avis de réception. La démission n'est recevable en tout état de cause, si le gérant est unique, qu'accompagnée d'une convocation de l'assemblée générale des associés en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

ARTICLE 18 - POUVOIRS DE LA GERANCE
Dans les rapports à l'égard des associés, nus-propriétaires et usufruitiers, le ou les gérants peuvent accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société.
Dans les rapports avec les tiers, le ou les gérants jouissent des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire ou autoriser tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.
En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux exerce séparément ces pouvoirs sauf le droit de chacun d'eux de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue. Mais l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.
Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toute délégation de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 19 - REMUNERATION DE LA GERANCE
En rémunération de leurs fonctions les gérants peuvent recevoir un traitement fixe, proportionnel ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés en Assemblée Générale Ordinaire.
Le gérant a droit en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 20 - RESPONSABILITE DU GERANT
Indépendamment de la responsabilité qu'il encourt s'il est associé au sens de l'article 15, chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.
Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers, des associés, des nus-propriétaires et des usufruitiers. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la répartition du dommage.
Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

TITRE QUATRIEME
DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 21 - OBJET
Les décisions collectives ont notamment pour objet de statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats, d'autoriser les gérants pour des opérations excédant leurs pouvoirs, de nommer et révoquer les gérants et de modifier les statuts.

ARTICLE 22 – CONSULTATION DES ASSOCIES

22.1 Modes de consultation

La volonté des titulaires des droits de vote s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, nus-propriétaires et usufruitiers, même absents, dissidents ou incapables.
Ces décisions résultent au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les titulaires des droits de vote exprimé dans un acte.

22.1.1 Assemblée générale

L'assemblée est convoquée par la gérance au lieu du siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Tout détenteur de droit de vote non-gérant, peut à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés ou des titulaires des droits de vote compétents sur une question déterminée. Sauf si la question posée porte sur le retard du gérant à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque le gérant accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la plus prochaine assemblée ou consultation écrite.
Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, le demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois, à dater de sa demande, solliciter du président du Tribunal Judiciaire statuant en la forme des référés la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.
Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.
La convocation est faite par lettre recommandée ou par lettre remise en mains propres contre signature, adressée quinze (15) jours au moins avant la réunion à chacun des associés, des nus-propriétaires et des usufruitiers. Cette lettre indique l'ordre du jour de l'assemblée de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.
Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés ainsi que le cas échéant des nus-propriétaires et des usufruitiers sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Ces documents peuvent leur être adressés sur demande, à leurs frais, par lettre recommandée.
L'assemblée est présidée par le gérant ou par le détenteur de droit de vote présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de droits de vote.
Il ne peut être mis en délibération que les questions inscrites à l'ordre du jour, sauf si tous les associés, nus-propriétaires et usufruitiers sont présents.
La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi établi et signé par le gérant et le cas échéant, par le président de séance. A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur ce procès-verbal.
Les assemblées générales régulièrement constituées représentent l'universalité des associés. Leurs résolutions obligent même les dissidents, les incapables et les absents.

22.1.2 Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés, des nus-propriétaires et des usufruitiers, sont adressés à chacun de ceux-ci par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Les titulaires de droit de vote disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots OUI ou NON.
La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout détenteur de droit de vote n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

22.1.3 Décisions constatées dans un acte

Les associés, nus-propriétaires et usufruitiers peuvent toujours, d'un commun accord et à tout moment, prendre à l'unanimité des détenteurs de droit de vote toutes décisions collectives qui leur paraîtront nécessaires par acte notarié ou sous seings privés, sans être tenus d'observer les règles prévues pour la réunion des assemblées ordinaires ou extraordinaires.
Les décisions ainsi prises sont mentionnées à leur date dans le registre des délibérations ci-dessous

prévu.
La mention dans le registre contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seing privé, ou sa copie authentique, s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

22.2 Participation aux assemblées
Tout associé, usufruitier et nu-propriétaire a droit de participer aux assemblées quels que soient la nature de ses droits (usufruit, nue-propriété ou pleine propriété) et le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède en usufruit, en nue-propriété ou en pleine propriété selon ce qui est prévu **aux articles 7 bis et 14 bis** des présents statuts.
Tout associé, tout nu-propriétaire, tout usufruitier, peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire de son choix, associé ou non et notamment par mandataire de protection future en cas d'incapacité de l'associé.

22.3 Procès-verbaux
Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées conformément à la loi.
Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

ARTICLE 23 – MAJORITE DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont qualifiées :

- de décisions ordinaires, lorsqu'elles portent sur les affaires courantes de la Société et n'ont pas pour objet de modifier les statuts ;
- de décisions extraordinaires, lorsqu'elles ont pour objet de modifier les statuts, notamment les transmissions à un tiers, ou portent sur toute opération pour laquelle la loi ou les présents statuts exigent une décision de cette nature.

Sous réserve des dispositions légales impératives exigeant une majorité différente ou l'unanimité des associés, les décisions collectives sont adoptées dans les conditions suivantes :

23.1 Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou des titulaires des droits de vote représentant **plus de la moitié des droits de vote**.

23.2 Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :
- **à l'unanimité des associés**, et en cas de démembrement des titulaires du droit de vote aux termes de l'article 14 bis des présents statuts, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé, d'un nu-propriétaire et/ou d'un usufruitier, ou de transformer la société en une forme de société dans laquelle les associés, nus-propriétaires et/ou usufruitiers, voient leur responsabilité aggravée ou encore de dissoudre la société ;
- par les associés, et en cas de démembrement, des détenteurs de droits de vote compétents aux termes de l'article 14 bis représentant au moins **les deux tiers des droits de vote** pour toute autre décision extraordinaire.

ARTICLE 24 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES
Les associés, les nus-propriétaires et les usufruitiers ont le droit d'obtenir au moins une fois par an, communication des livres et des documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.
Tout associé, tout nu-propriétaire et tout usufruitier peut, après toute modification statutaire, demander à la société, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.
La gérance doit annexer à ce document, la liste mise à jour des associés et des détenteurs de droits

démembrés le cas échéant, ainsi que des gérants.
Lors de toute consultation des associés, des nus-propriétaires et des usufruitiers, soit par écrit, soit en assemblée générale, chaque associé, chaque nu-propriétaire, chaque usufruitier, non gérant, a droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la réglementation en vigueur.

TITRE CINQUIEME
EXERCICE SOCIAL - COMPTES
AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 25 - EXERCICE SOCIAL
L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 26 - COMPTES, DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES
La gérance doit, au moins une fois par an, rendre compte de sa gestion aux associés, aux nus-propriétaires et aux usufruitiers.
Cette reddition de comptes doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.
Ce rapport ainsi que les documents ci-dessus, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés, des nus-propriétaires et des usufruitiers sont adressés à chacun d'eux par lettre simple quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Ces mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.
Les associés, les nus-propriétaires et les usufruitiers sont réunis ou consultés dans les neuf mois de la clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

ARTICLE 27 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES – CONTRAT DE CAPITALISATION
Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent les bénéfices nets.
Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.
Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux sous réserve de ce qui est prévu à l'article 14 bis des présents statuts. Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.
Les pertes, s'il en existe, et après imputation sur les bénéfices non répartis, sur les réserves puis sur le capital, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts leur appartenant, sous réserve de ce qui est prévu aux articles **14, 14 bis et 15 des présents statuts.**
En cas de démembrement le droit aux résultats est prévu à l'article 14 bis des présentes.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION
La société prend fin par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée. L'assemblée générale extraordinaire peut aussi prononcer sa dissolution anticipée à toute époque.
La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit à l'exception de celle prévue par l'article 1844-5, 3° alinéa du Code civil.
La société n'est dissoute par aucun des événements suivants, survenant à l'un ou plusieurs des associés qu'ils soient fondateurs ou non : décès, incapacité, déconfiture, faillite personnelle, liquidation des biens, règlement judiciaire, et en outre pour les associés personnes morales : dissolution, disparition de la personne morale, scission, absorption.
La société n'est pas dissoute par la cessation des fonctions d'un gérant.

La réunion de toutes les parts en une même main n'emporte pas dissolution de la société.
A compter de la dissolution de la société, la mention société en liquidation ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.
La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

ARTICLE 29 - LIQUIDATION

Le liquidateur est désigné par la collectivité des détenteurs de droits de vote statuant comme en matière ordinaire ou à défaut par décision de justice à la demande de tout intéressé. L'acte de nomination définit ses pouvoirs et rémunération.
Pendant la liquidation, les détenteurs de droits de vote peuvent prendre des décisions ordinaires ou extraordinaires afférentes à la liquidation.
Une fois par an, le liquidateur rend compte de sa gestion aux associés, aux nus-propriétaires et aux usufruitiers sous forme d'un rapport écrit.
La décision de clôture de la liquidation est prise par les détenteurs de droit de vote pour ce type de décision après approbation des comptes définitifs de la liquidation.
A défaut d'approbation ou de consultation des associés, des nus-propriétaires et des usufruitiers, il est statué sur les comptes et sur la clôture de la liquidation par décision de justice à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.
Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices ;
En cas d'existence de parts sociales démembrées, la répartition est établie dans les conditions ci-après définies :
Les dispositions de l'article 587 du Code Civil s'appliqueront aux sommes attribuées en représentation des parts démembrées à moins que :
-les parties nus-propriétaires et usufruitiers n'en conviennent autrement à l'unanimité notifié au liquidateur par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège de la liquidation ;
-ou que l'usufruitier fait l'objet d'une mesure de protection des majeurs incapables (tutelle, curatelle ou sauvegarde de justice, sans distinction) ou se trouve en état de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle, en déconfiture, ou toute autre procédure similaire en France ou à l'étranger, auquel cas chacun d'eux (nu-propriétaire ou usufruitier) recevra les sommes en pleine propriété dans la proportion définie par l'article 669 du Code général des impôts (ou l'article qui s'y substituera), sauf accord entre eux pour retenir un autre mode de valorisation des droits démembrés.
En conséquence, hors exceptions sus-visées, le liquidateur sera tenu de remettre le numéraire attribué en représentation des parts sociales démembrées au seul usufruitier qui sera seul habilité à en donner quittance et décharge, et sera bien et valablement déchargé par la remise des fonds au seul usufruitier.
L'usufruitier ne sera pas tenu de fournir caution ni de faire emploi des actifs monétaires qui lui seront ainsi attribués.
Pour le cas où l'usufruit serait détenu concurremment par plusieurs personnes le liquidateur sera bien et valablement déchargée par la remise des fonds à un seul d'entre eux à moins qu'il n'ait reçu préalablement une opposition de l'un ou l'autre desdits usufruitiers adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au siège de la liquidation.
Lorsque le partage de l'actif social aboutira à l'attribution d'un bien en nature en contrepartie de parts démembrées les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire seront reportés sur ledit bien.
Les règles concernant le partage des successions y compris l'attribution préférentielle s'appliquent au partage entre associés.
Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal, qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.